

EXPLICATION

La lutte contre les pesticides pourrait menacer la production française de fruits et légumes

La réduction drastique de l'usage des pesticides dans laquelle la France et l'Europe sont engagées annoncerait « la fin programmée de la production de fruits et légumes en France », selon le collectif « Sauvons les fruits et légumes ». Celui-ci présente aujourd'hui une étude sur le devenir des productions françaises à la mission d'expertise parlementaire sur les fruits et légumes présidée par le député UMP de l'Isère Jacques Remiller.

Qu'est-ce qui inquiète les producteurs ?

Dans la foulée du Grenelle de l'environnement, le ministre de l'agriculture a présenté en septembre dernier le plan « Écophyto 2018 », qui prévoit une réduction de 50 % de l'usage des pesticides en dix ans. Dans le même temps, l'Europe a lancé la révision d'une directive de 1991 concernant la mise sur le

marché des produits phytopharmaceutiques, appelée à devenir un règlement qui s'appliquera à tous les États membres. Ce règlement, qui sera soumis au vote du Parlement européen en janvier prochain, prévoit l'interdiction de nombreuses molécules au regard de leur danger intrinsèque.

Pourquoi la filière serait-elle menacée ?

Parce qu'elle regroupe une multitude de cultures différentes, chacune exposée à des agresseurs spécifiques (insectes, champignons, etc.), la filière des fruits et légumes est une grande consommatrice de pesticides. « Plus de la moitié des 1 300 molécules chimiques sur le marché sont dédiées aux productions légumières et fruitières », explique Daniel Veschambre, du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (Ctifl). Nombre de cultures n'ont qu'une ou deux

molécules à disposition pour lutter contre un agent pathogène. Si l'une ou les deux molécules en question sont à terme interdites, ces cultures seront dans l'impasse. « On ne pourra plus cultiver la pomme, la fraise ou la carotte en France », alerte Yvon Garros, représentant du collectif « Sauvons les fruits et légumes ». Aussi celui-ci préconise-t-il une approche pragmatique, culture par culture, consistant à autoriser les pesticides correspondant à des usages essentiels pour lesquels il n'existe pas d'alternative autre que chimique.

Y a-t-il des alternatives crédibles à l'usage de pesticides ?

L'Inra a démarré début 2008 un grand programme de recherche dit « PICLeg » pour « production intégrée des cultures légumières », en collaboration avec le Centre technique interprofessionnel des fruits

et légumes et la profession, dans le but d'offrir des alternatives aux produits chimiques. « On en attend beaucoup mais il faudra du temps », reconnaît Daniel Veschambre, tout en annonçant la parution au printemps prochain d'une série de fiches techniques préconisant de nouvelles pratiques : filets de protection, binage de précision pour éviter le désherbage chimique, etc. En attendant, l'interdiction de certaines molécules est la goutte qui fait déborder le vase pour une profession qui doit déjà faire face à une concurrence de plus en plus mondialisée. Bien sûr, il est possible de désherber mécaniquement l'oignon, le navet ou le poireau. Bien sûr la pomme peut être « éclaircie » à la main en supprimant des fruits quand l'arbre est trop chargé. Mais au prix de la main-d'œuvre, les productions n'y survivront pas, s'inquiète la profession.

MARIE VERDIER